

Le marché du travail en Algérie: une vision nouvelle ?

Par : MUSETTE Mohamed Saïb
Directeur de Recherche – CREAD - Alger

Introduction

La question de l'emploi reste encore un défi pour l'économie mondiale. Les pays en voie de développement sont nettement plus touchés par le chômage et un déficit d'emplois décents que les économies avancées. Au regard des populations, ce sont les jeunes qui sont les plus confrontés aux difficultés d'insertion sur le marché du travail.

Le problème est devenu complexe car il s'agit d'une double crise : au niveau du marché et au niveau des jeunes. Il n'y pas un Etat au monde qui n'a pas intervenu sur cette crise. L'Algérie a fait autant depuis 1989. Depuis, peut-on affirmer que nous sommes arrivés à une certaine maîtrise du fonctionnement du marché du travail, avec les dispositifs ? Quelle sera alors les perspectives ?

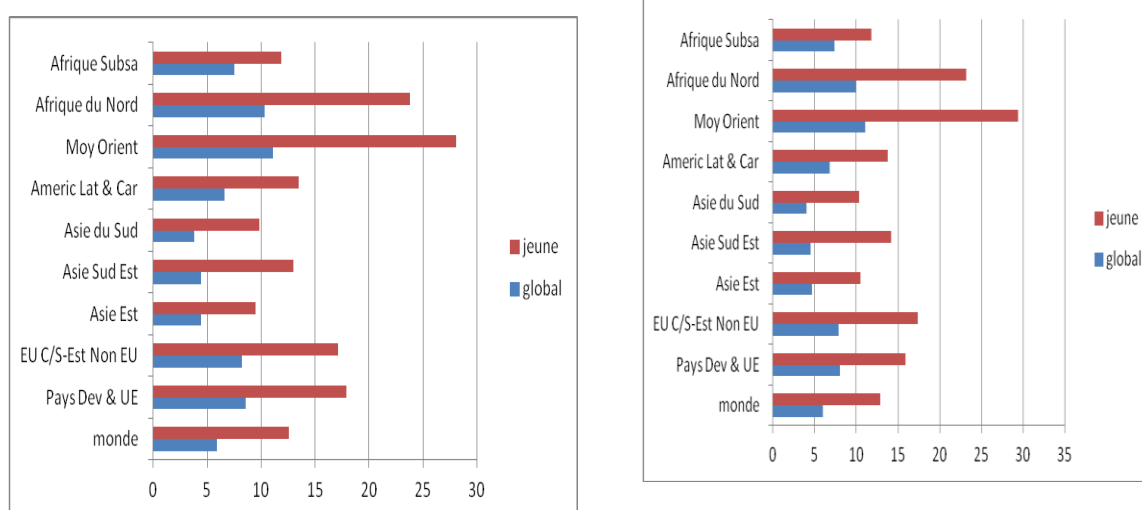
Au niveau mondial, les perspectives d'équilibre du marché du travail restent bloquées. L'intervention de l'Etat est toujours de rigueur à moyen terme. L'Algérie maintient encore une très forte intervention et les résultats restent mitigés. Une vision nouvelle mérite d'être engagée dès maintenant afin de réduire à terme les coûts de cette intervention, qui risquent de devenir insupportables face aux incertitudes du marché mondial et de l'économie algérienne.

Notre intervention s'articulera sur trois niveaux : d'abord, une présentation de la tendance et des perspectives mondiales, avec une déclinaison des régions (section 1). Puis, nous ferons un focus sur les rapports entre les jeunes et l'emploi, avec une tentative de définition du concept de « jeune », dans le même ordre d'idées, on s'arrêtera sur les « idées reçues » sur la discrimination sexuelle, avec une mise en relief de la région Afrique du Nord (section 2). Dans une troisième section, on fera état de l'expérience algérienne, en décryptant les principales caractéristiques du marché du travail avec une brève historique du programme emploi des jeunes ainsi qu'une tentative d'évaluation des dispositifs. Dans la dernière partie (section 4), une vision nouvelle est esquissée quant à la lutte contre le chômage, la lutte contre la précarisation de l'emploi et le retour vers une politique économique sensible aux jeunes.

1. Chômage dans le monde

Le niveau du chômage dans le monde est estimé à 6% en 2012. Le taux de chômage des jeunes est plus du double (12,6%). Les perspectives en 2017 donnent un taux du chômage mondial de 6%. Celui des jeunes (15-24 ans) restera encore préoccupant avec 12,9%, soit plus du double. Cet écart est plus marqué notamment dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

Graphique 1. Ecart entre le chômage global et le chômage des Jeunes
(A) en 2012 (B) en 2017



Source : construit selon les données du Rapport « Tendances mondiales de l'emploi 2013 », ILO, Genève.

2. Jeunes et Emploi : un couple toujours en crise

Quatre constats font de l'emploi des jeunes un problème universel. Il y a lieu d'abord de comprendre la population cible : les jeunes constituent un segment de la population dont la définition n'est pas figée. Puis, il y a les idées reçues qui méritent d'être soulevées. Ensuite, il y a des distinctions régionales qu'il faut relever. Enfin, notre région présente des défis particuliers.

Définition de la notion de jeune

La question de l'emploi des jeunes est devenue problématique des sciences sociales dans les années 60. La notion des jeunes est assez récente. Les distinctions des âges portaient sur trois périodes de la vie : enfance- adolescence et adulte. L'inclusion de la notion des jeunes, comme groupe d'âge, a évolué dans le temps, notamment avec l'urbanisation et la démocratisation de l'école et le recul de l'âge au mariage.

Différentes acceptions du phénomène. Il apparaît avec la puberté et s'achève avec l'entrée dans la vie adulte. Les plages de l'âge (min/max) varient d'une société à une autre selon les conventions.

- Nations Unies – Unesco 15-24 ans
- Canada – 16-32 ans (années 2000)
- Maghreb (1990) : 15-29 ans
- Afrique 15-35 ans (2010)

Les idées reçues

Le rapport de l'OIT en 2006, relève quelques idées reçues sur l'emploi des jeunes. Ce n'est pas le chômage en soi qui est le véritable problème mais la qualité de l'emploi (référence au concept de 'travail décent', inventé au début des années 2000).

1. Accès à l'éducation n'est plus un problème pour les jeunes
2. Puisque les jeunes d'aujourd'hui sont les plus instruits que ceux d'hier, ils auront moins de difficultés à trouver un emploi
3. Les jeunes aiment « faire le tour » avant de se stabiliser dans un emploi. Par conséquent, ils acceptent des emplois temporaires pour acquérir l'expérience avant de trouver l'emploi qui leur convient le mieux
4. Le chômage constitue le défi majeur du marché de l'emploi pour les jeunes
5. Le taux de chômage donne une idée exacte des défis des jeunes sur le marché du travail
6. Les jeunes constituent un groupe homogène. Les stratégies d'insertion peuvent être appliquées de manière uniforme à l'intérieur du pays
7. Étant donné que les jeunes migrent vers la ville, il n'est pas plus urgent de s'attaquer aux défis de l'emploi en milieu rural.
8. Les jeunes sont pauvres parce qu'ils ne travaillent pas
9. Il est plus important d'orienter les programmes vers les adultes (qui ont plus besoin de moyens pour subvenir à leurs familles) que les jeunes

Discrimination sexuelle

L'observation des taux de participation des jeunes à l'activité économique permet de relever l'existence d'une discrimination sexuelle sur le marché du travail. Cette discrimination est plus marquée notamment en Afrique en Nord, ce qui réduit aussi le taux d'activité global qui demeure assez faible en rapport avec la moyenne mondiale.

Tableau 1. Evolution du taux d'activité selon les régions par genre (2010-2015)

Sexe	Ensemble			Masculin			Féminin			
	Région/Années	2000	2010	2015	2000	2010	2015	2000	2010	2015
Monde		53,8	50,9	50,2	62,5	58,9	58,2	44,7	42,4	41,6
Afrique du Nord		39,4	37,8	36,5	53,4	52,5	50,2	25,1	22,9	22,3
Afrique Subsaharienne		57,8	57,5	57,4	64,1	62,7	62,1	51,4	52,2	52,7

Source ; Tendances mondiale de l'emploi 2013, OIT (2012)

Emploi en Afrique du Nord : les défis selon l'OCDE

Plusieurs tentatives d'explication des ces constats ont été élaborées. Les analystes de l'OCDE relèvent cinq défis pour l'emploi des jeunes en Afrique du Nord.

1. La croissance économique ne s'est pas traduite par la création d'emplois pour les jeunes
2. Une population jeune, de plus en plus nombreuse, augmente la pression sur le marché du travail
3. Les emplois des jeunes sont de mauvaise qualité et les jeunes restent pauvres malgré qu'ils travaillent
4. Il y a plus de jeunes découragés que de jeunes au chômage
5. Les filles font face à des défis spécifiques pour entrer dans le marché ; il y a ainsi un gaspillage de ressources humaines

Source: OCDE, Emploi des Jeunes en Afrique du Nord, 2012

3. Expérience algérienne

Dans cette section, nous verrons les principales caractéristiques du marché du travail en Algérie, suivie d'une brève historique de l'emploi des jeunes. Les effets du printemps arabe sur ces dispositifs sont aussi abordés. Enfin, quelques éléments d'évaluation des dispositifs sont présentés.

Principales caractéristiques du marché du travail en Algérie

Les principales caractéristiques du marché du travail peuvent être relevées à partir des données des enquêtes de l'ONS. C'est l'unique source, bien que limitée, qui produit des données selon différentes variables. D'abord, on peut constater que le secteur privé domine le marché du travail, mais avec l'offre des emplois temporaires notamment. Puis, le chômage est plus important toujours dans le monde urbain que dans les milieux ruraux. Une plus grande vulnérabilité est observée parmi les jeunes et surtout les filles. Nous avons observé un ralentissement de l'emploi informel, qui reste toujours assez important. Enfin, l'Algérie continue à faire appel à la main d'œuvre étrangère pour la réalisation des programmes en cours. Quant à l'émigration, elle n'est pas organisée. Les mouvements migratoires irréguliers sont encore observés. Vers l'Algérie, ces flux sont composés plus par des réfugiés. A partir d'Algérie, le « harka » a connu un certain ralentissement et les modes opératoires ont changé.

Dominance du secteur privé avec des emplois temporaires en hausse continue

Le marché du travail est caractérisé par la dominance de l'emploi par le secteur privé. Ce dernier a pris le relais du secteur public depuis les années 1990. Pour rappel, en 1989 le secteur public était en pôle position, avec 54% des emplois. D'une manière générale, le secteur privé condense en 2011, 60% des emplois contre 40% pour le public. L'essentiel du salariat dans secteur privé est temporaire, estimé à 79,5% en 2011. A l'inverse, le salariat permanent est concentré dans le secteur public.

Un chômage surtout urbain, avec une plus grande vulnérabilité des femmes et des jeunes

Selon la dispersion géographique (urbain/rural) en 2011 comme en 2010, le taux de chômage est plus important dans le monde urbain avec un taux de 10,7% contre 8,7% pour les zones rurales. La tendance globale indique une plus grande vulnérabilité des femmes, dont le taux est plus du double que celui des hommes. Une légère variation est observée en 2011: le taux de chômage des hommes a connu une légère hausse, il passe de 8,1% à 8,4% tandis que celui des femmes accuse une baisse de presque de 2%, passant de 19,1% à 17,2% entre 2010 et 2011. Cette baisse est induite par une chute du taux de chômage (moins de 2,4%) des femmes adultes (plus de 25 ans) en particulier.

Ainsi il y a un écart persistant en 2011, entre le chômage des jeunes (16-24 ans) et celui des adultes (25-60 ans). Celui des jeunes est estimé à 24%, avec encore une forte disparité selon le sexe, celui des filles culmine à 38%, contre celui des hommes, évalué à 19,1%.

Dynamique ralentie de l'informel

La dominance du secteur privé est traduite par une dynamique persistante du secteur informel qui a gagné du terrain. Les mouvements déclenchés en janvier 2011 étaient portés par ces « outsiders ». Après une période de « tolérance », les autorités ont mené des actions répressives, accompagnées par des mesures d'intégration du commerce informel dans des marchés structurés. Le niveau de l'informalité de l'emploi (absence de couverture sociale hors agriculture) est estimé à 40% en 2011 contre 45,6% en 2010. Ce ralentissement est observé dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des transports & télécommunications.

Les flux migratoires – appel à la main d'œuvre étrangère

L'Algérie maintient sa stratégie d'appel à la main d'œuvre étrangère, engagée depuis 2003, pour la réalisation de ses grands programmes. La main d'œuvre chinoise constitue la part la plus importante de l'immigration légale. Il existe aussi une migration irrégulière (plus subsaharienne) qui a connu un ralentissement depuis le déclenchement des conflits au Sahel et la sécurisation des frontières au Sud de l'Algérie (Mali, Niger), à l'Est (Tunisie, Libye) et à l'Ouest (le Maroc).

L'émigration algérienne régulière se stabilise à l'étranger, avec une réorientation vers d'autres destinations¹. Ce nouvel âge de l'émigration régulière se distingue par un nouvel profil². La dynamique des retours, enclenchée depuis les années 2000, connaît un ralentissement en 2012³.

L'émigration irrégulière « Harga » reste d'actualité, elle est rythmée par les conjonctures. D'autres modes opératoires⁴ sont mis en œuvre pour contrer la sécurisation algérienne et européenne des frontières maritimes, voies empruntées par les migrants durant les années 2000. L'une des caractéristiques le plus sévère du salariat est celle de la baisse de l'emploi permanent et la montée de l'emploi temporaire. En 2010, les deux courbes se sont croisées : une légère reprise de l'emploi permanent est observée en 2011. La durabilité de cette reprise reste problématique. Graphique

Le PEJ en Algérie: trois générations déjà

Depuis les réformes institutionnelles de 1989, l'Algérie a tenté d'abord de rétablir les équilibres macroéconomiques pour sortir de la crise généralisée des années 1990 avant de mettre en place une nouvelle politique d'emploi en rupture avec celle de « l'économie socialiste ». Cette nouvelle politique peine encore à voir le jour. Une lecture rétrospective des mesures adoptées pour la promotion de l'emploi nous donne l'enchevêtrement de trois générations de dispositifs. Comme par hasard, chaque génération aurait vécu une décennie ou presque⁵.

La première génération (1989-1997), lancée dans le sillage de la révolte d'Octobre 1988, a donné naissance à une série de mesures visant, au mieux, à atténuer les effets négatifs du PAS sur le marché du travail, avec des pertes d'emploi importantes. Les dispositifs, non testés, ont été lancés dans la précipitation sans effets sur le marché de l'emploi. Ce n'est qu'en 1994 avec la création des institutions nouvelles, tels la CNAC pour l'assurance chômage, l'ADS pour le filet social, et l'ANSEJ pour la promotion des micro-entreprises que cette première génération a contribué positivement à réduire les effets négatifs des réformes économique engagées sur l'emploi.

La deuxième génération (1998-2007) consiste en la maturation de certaines mesures et ce n'est qu'à partir de 1998 qu'on assiste à un redéploiement des agences, avec un marché de l'emploi encore fragilisé. L'ensemble des dispositifs est revu et corrigé. Dans le rapport de l'OIT (2003), une première configuration de la politique nationale de l'emploi (et du travail) a été élaborée, avec la mise en perspective de l'ensemble des acteurs. Les autorités algériennes découvrent en 2007⁶, que malgré la reprise économique et l'investissement lourd consacré, les effets ne se traduisaient pas encore sur la résorption d'un malaise profond chez les jeunes en particulier. Le niveau du chômage des jeunes reste encore important, malgré la baisse de la moyenne nationale.

La troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour. Elle est marquée par une première tentative de mettre en place une politique nationale de l'emploi. Les mesures préconisées s'inscrivent par une rupture partielle avec les emplois d'attente sans incidence sur l'insertion économique et durable des jeunes. Le passage par les dispositifs antérieurs ne constituait pas « un expérience professionnelle » car il ne reposait sur un « contrat de travail ». Cette génération fait du « contrat », un *must* pour les insérables. A la suite de la révolte de janvier 2011, cette dernière génération est encore renforcée.

Effets du printemps arabe sur l'emploi des jeunes

Les dispositifs d'emploi des jeunes ont été renforcés suite aux événements dits « printemps arabes » dans la région. Bien que l'Algérie ait été épargnée par ces mouvements de renversement des régimes, les manifestations durant le premier trimestre 2011 dans le pays ont conduit les autorités à prendre des décisions importantes (CIM, février 2011) devant encourager l'emploi des jeunes. Beaucoup de facilités ont été accordées pour favoriser l'insertion des jeunes.

¹ Données du Ministère des Affaires Etrangères, fin 2011.

² Certains auteurs parlent d'un 4^e âge de l'émigration (cf. Michael Collyer, 2012).

³ Données des Douanes algériennes sur les changements de résidences, fin 2012.

⁴ Cf. Départ par avion vers la Turquie, puis entrée par la Grèce dans l'espace schengen – mode opératoire observé en 2012.

⁵ CF. Tableau N° 8 en Annexe, présente un récapitulatif des dispositifs arrêté en 2003 qui a duré jusqu'en 2007.

⁶ En 2007, le Président de la République interpelle le Gouvernement sur le peu d'impact des investissements sur l'emploi.

Une tentative d'évaluation des dispositifs

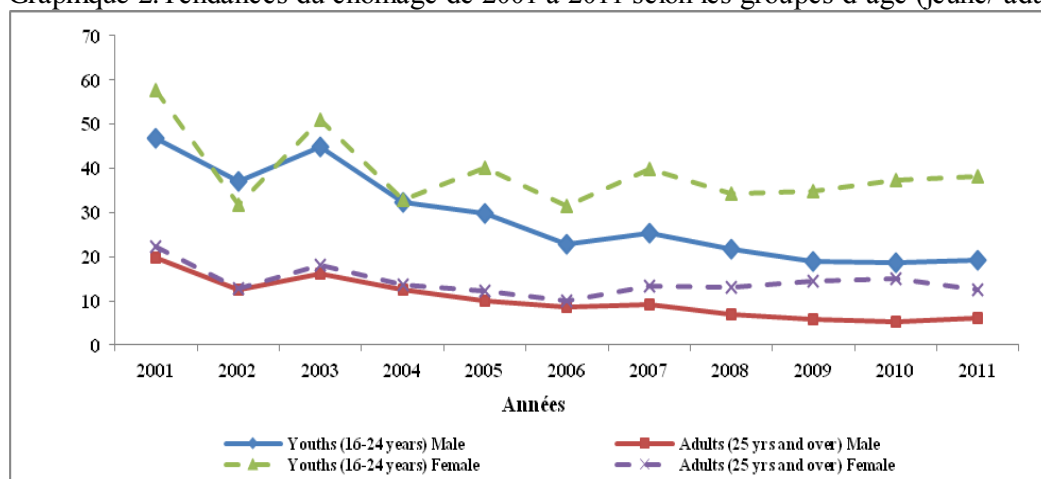
Il serait ambitieux de prétendre réaliser une évaluation des dispositifs car à ce jour, très peu d'informations sont diffusées sur l'emploi et les programmes engagés par les différents secteurs ainsi que leurs agences. On peut tenter une appréciation indirecte de l'impact des dispositifs à travers les enquêtes emploi de l'ONS, bien que cette enquête ne soit pas été conçue à cette fin. Nous verrons d'abord la tendance du chômage. Puis nous ferons état d'un exercice portant sur la segmentation du marché du travail sur une période de dix ans (1997-2007). Enfin, on présentera les données des dispositifs selon les sources administratives. Ces deux sources projettent des éclairages différents sur le marché du travail.

Evolution du chômage en Algérie

L'évolution du chômage, de manière générale, peut donner une première appréciation. Le taux national serait en baisse d'après le sondage de l'ONS. Cette baisse n'est pas uniforme, évidemment. On peut constater les différences entre celui des jeunes et celui des adultes, selon le sexe. Le taux des adultes a atteint presque le niveau « naturel » du plein emploi. Celui des jeunes a connu aussi une baisse mais il reste encore élevé. Parmi les jeunes, c'est le taux de chômage des jeunes filles qui enregistre le niveau le plus important⁷, il est resté plus ou moins stable ces quatre dernières années.

Les dispositifs ont certes contribué à cette baisse. Il peut être aussi admis que ces dispositifs n'ont pas impacté suffisamment pour réduire les écarts selon le sexe.

Graphique 2. Tendances du chômage de 2001 à 2011 selon les groupes d'âge (jeune/ adulte)



Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

Les changements observés selon la segmentation de l'emploi

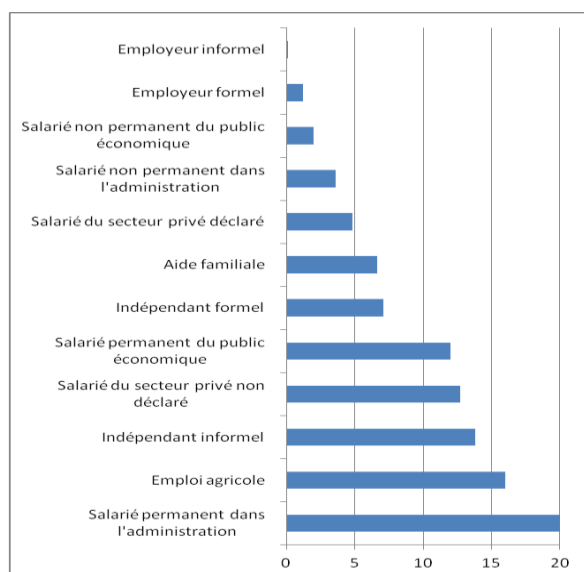
La segmentation du marché du l'emploi donne des images assez intéressants selon les distinctions entre les jeunes et les adultes. Cet essai⁸ illustre le changement opéré sur la place des jeunes sur le marché du travail. Avant le lancement de la deuxième génération des dispositifs (1997), les jeunes étaient pour la plupart dans des emplois permanents dans l'administration. Dix ans après, la présence des jeunes est concentrée dans des emplois non-permanents du secteur privé, sans aucune couverture sociale. La qualité des jeunes « employeurs » dans le formel et dans l'informel occupe une place infime dans le marché et n'a pas bougé d'un iota en dix ans.

⁷ Musette, Meziani et Lassassi, 2013. Employabilité en Algérie après le printemps arabes, ETF/UE.

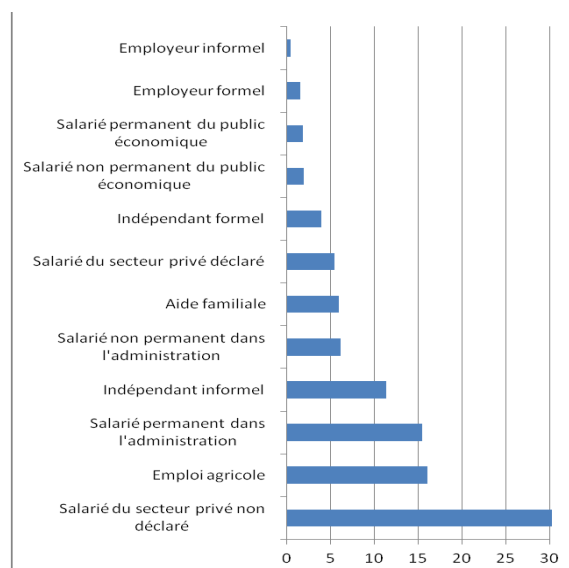
⁸ Musette & Lassassi, Emploi des Jeunes, CRASC, 2012.

Graphique 3. segmentation de l'emploi (1997-2007)

(a) Hiérarchisation en 1997

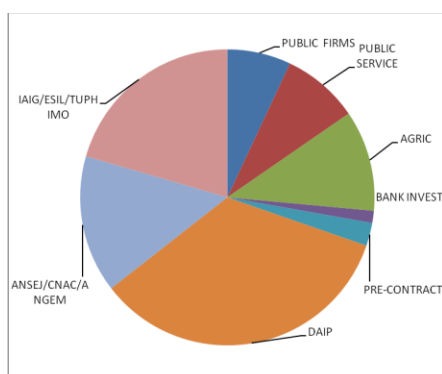


(b) Hiérarchisation en 2007



Les tendances observées selon les données des enquêtes « emploi » de l'ONS, quoique approximatives et indirecte, illustrent un phénomène double⁹ : (a) les jeunes restent confrontés aux problèmes d'insertion sur le marché du travail et (b) même ceux qui travaillent, exercent pour la plupart sans aucune couverture sociale. Le ratio du taux de chômage jeune/adulte reste en défaveur de la population juvénile. Tel est le résultat des dispositifs d'emploi des jeunes conduits à ce jour en Algérie. Selon les sources administratives, nous avons une autre image des dispositifs.

Graphique 4. Emplois créés en 2011



D'après les données administratives, les dispositifs ont accentué leur contribution à la création d'emploi : en 2008, ils avaient contribué à 64% des emplois et en 2011, leur part est estimée à 72% de près de 2 millions d'emplois créés

source : site web du premier ministre, Algérie

⁹ Cf. notre article « Algérie : Panorama du marché du travail », CRASC, 5 & 6 octobre 2011, Oran (à paraître)

4. Vers une vision nouvelle ?

Dans cette section, une esquisse d'une vision nouvelle est proposée aux discussions. D'abord, sur la nature de la lutte contre le chômage des jeunes. Puis une deuxième piste est proposée quant à la lutte contre la précarisation de l'emploi. Enfin, il est fait état de la nécessité d'un retour à une politique économique sensible à l'emploi des jeunes, notamment des diplômés.

Lutte contre le chômage ?

Le chômage des jeunes « mineurs » et le chômage des « filles diplômées » enregistrent les taux le plus élevés. Actuellement, les dispositifs frôlent cette frange de la population. Pour les mineurs, le DAIP propose notamment des stages de formation, avec une prime. Le traitement du chômage des mineurs proviendrait ainsi du secteur de la formation professionnelle - un secteur boudé par les jeunes.

Le chômage des jeunes filles diplômées souffre d'un manque de visibilité dans les dispositifs. Les sources administratives, relatives à l'insertion des diplômés ne diffusent aucune donnée selon le sexe. Faut-il un dispositif particulier facilitant l'insertion des filles ? L'avenir du marché du travail dépend pour beaucoup de la force de travail féminine, qui approche celle des hommes, notamment pour les niveaux du supérieur. Dans quelques années, le marché du travail sera dominé par les femmes diplômées. Elles sont déjà majoritaires à l'école. Les filles diplômées seront majoritaires aussi sur le marché du travail.

En termes de résultat, en ciblant ces populations, le niveau du chômage sera réduit. La réduction du taux de chômage juvénile pourrait être obtenue. Sur le plan « politique », on pourra alors dire que « tout va bien » en Algérie, comme on le fait aussi au Maroc ou encore au Niger. La véritable bataille sera la qualité de l'emploi.

Lutte contre la précarisation de l'emploi

L'emploi informel est encore important, malgré une baisse. La majorité des jeunes exerce dans l'économie informelle. Les autorités ont toujours déclaré vouloir lutter contre l'informel. Des actions sont engagées de temps à autres contre les « marchés informels ». Les dispositifs sont-ils censés lutter contre la prolifération de l'économie informelle ? Pas nécessairement. Nous avons déjà fait la démonstration avec la segmentation du marché.

Le plus grave ainsi, ce n'est pas le chômage des jeunes, mais c'est les conditions précaires dans lesquelles travaillent les jeunes. Actuellement il existe des chantiers qui sont à l'arrêt parce que qu'il n'y a pas de main d'œuvre qualifiée. On fait appel à la main d'œuvre étrangère. L'investissement dans l'infrastructure a relancé le BTP. On dit aussi « quand le bâtiment va, tout va ». En effet, c'est dans ce secteur que le taux d'informalité est le plus élevé. Ce secteur n'offre que de l'emploi saisonniers et souvent sans couverture sociale. C'est dans ce secteur où il y a le plus d'accidents de travail (parfois mortels), le plus de maladies professionnelles. C'est exactement le contraire qui est recherché par les jeunes : des emplois sécurisés, durables et décents.

Le retour vers une politique économique sensible aux jeunes.

Les dispositifs actuels sont-ils en déphasage avec la politique économique ? En apparence seulement. Une certaine opacité persiste quant la définition d'une véritable politique économique, assise sur une stratégie de développement durable. Une fois la stratégie économique définie, on pourra alors prendre appui sur des dispositifs appropriés.

La situation actuelle est décrié par la société civile (Nabni 2012 ; CNES, 2013). L'exigence d'une évaluation externe ainsi que des synergies nécessaires sont établis. Les institutions (ANEM, CNAC, ADS) activent plus en dehors de leurs missions d'origine. La microfinance partout dans le monde prend appui sur le secteur privé et le mouvement associatif : en Algérie, cette activité reste le monopole de l'Etat.

Références bibliographiques

- AFD**, 2012. Study on employment and social protection: expertise policies promoting the employability of young people in the Mediterranean. 71p.
- Achy Lahcen**, 2010. Trading High Unemployment for bad jobs. Carnegie papers? N° 23, 36p. New York.
- Bellache Youhourta**, 2010. L'économie informelle en Algérie. Une approche par enquête auprès des ménages, cas de la Wilaya de Béjaia- Thèse de Doctorat- Université Creteil (France)/ Université Béjaia (Algérie).
- EFT**, Employability in the Mediterranean region. 12p. Turin (Italy).
- EU**, 2010. Labour market Performance and Migration Flows in Arab Mediterranean Countries. Determinants and Effects; Vol. 1 – Final Report and Thematic Background Papers. Economy. Occasional Papers 60. DG-EFA, 207p. Brussels.
- Vol. 2. National Background papers Maghreb (Morocco, Algeria, Tunisia). Economy. Occasional Papers 60. DG-EFA, 224P – Brussels.
- Furceri Davide**, 2012. Unemployment and Labour Market Issues in Algeria. IMF Working paper WP/12/99, april 2012, 28p. Washington,
- Fortuny Mariangels and Al Hussein Jalal**, 2010. Labour Market Policies and Institutions; a synthesis Report. The cases of Algeria, Jordan, Morocco, Syria and Turkey. Employment sector, Employment Working paper N° 64. 77p. Geneva.
- GIZ**, 2012. Promotion de l'entrepreneuriat et de l'employabilité des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie. Actes de la Conférence, 27-28 mars 2012. 52p. Alger..
- Hammouda N.E., Musette M.S. et Mohamed-Meziani Mouloud**, 2009. Emploi des Jeunes, Rapport, OIT, Genève.
- ILO**, 2013. Challenges in the Arab World: an ILO response. Creating Decent Work Opportunities in the Middle East and North Africa, 33p. Geneva.
- Lassassi Moundhir et Hammouda Nacer Eddine**, 2012. 50 ans d'indépendance. Quelle évolution du marché du travail en Algérie : une analyse par cohorte. Colloque CREAD,
- Linotte Daniel et Menna Khaled**, 2013. Employment and Unemployment Issues in Algeria. 29p.
- Marti Ivan & Bardak Ummuhan**, 2012. Union for the Mediterranean regional employability review : the challenge of youth employment in the Mediterranean. ETF UFM, Regional employability review 2012, 98p. Italy.
- Musette Mohamed Saib**, 2011. Employability in Algeria – Background Paper, Programme Banque Mondiale –Alger. Inedit
- Musette Mohamed Saib**, 2010. Migration, Travail & Développement en Algérie, 82p. Background Country Paper - IIES, ILO, Genève.
- OCDE**, 2012. Youth Employment : Five challenges for North Africa, Paper, Tunis.
- OIT**, 2006. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, Genève.
- OIT**, 2012. Tendances mondiales de l'Emploi, Genève..

OFFICIAL REPORTS & DATA

Premier Ministre

Bilan des réalisations économiques et sociales de l'année 2011

<http://www.premier-ministre.gov.dz/media/PDF/bilan2011.pdf>

Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

Dossier Emploi des Jeunes

http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/PROMOTION%20DE%20L'EMPLOI%20DES%20JEUNES.pdf

Données sur l'emploi 2008

http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/EMPLOI%20ET%20CHOMAGE.pdf

Objectifs et axes du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre el chômage

http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/OBJECTIFS%20ET%20AXES%20DU%20PLAN%20D'ACTION.pdf

Ministère de Commerce

Rapport de conjoncture du Ministère de Commerce 2012, version PDF,

<http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers12/conjuncture12/controleprati12.pdf>

Téléchargé le 3 avril 2013

Office national des Statistiques (ONS)

Salaire en Algérie, N° 598 - ONS 2010

http://www.ons.dz/IMG/pdf/Publication_finale_enq.salaires_2010_.pdf

Téléchargé le 3 avril 2013

Enquête Emploi auprès des ménages, 2011

http://www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION_EMPLOI2011.pdf

Téléchargé le 3 avril 2013

Enquête Emploi auprès des ménages, 2010

http://www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION_EMPLOI_2010.pdf

Téléchargé le 3 avril 2013

Sommaire

Introduction.....	1
1.Chômage dans le monde.....	1
2. Jeunes et Emploi : un couple toujours en crise.....	2
Définition de la notion de jeune	2
Les idées reçues	2
Discrimination sexuelle	3
Emploi en Afrique du Nord : les défis selon l'OCDE.....	3
3. Expérience algérienne	4
Principales caractéristiques du marché du travail en Algérie	4
Le PEJ en Algérie: trois générations déjà	5
Effets du printemps arabe sur l'emploi des jeunes	5
Une tentative d'évaluation des dispositifs.....	6
4. Une Vision Nouvelle	8
<i>Lutte contre le chômage ?</i>	8
<i>Le retour vers une politique économique sensible aux jeunes</i>	8
Références bibliographiques	9